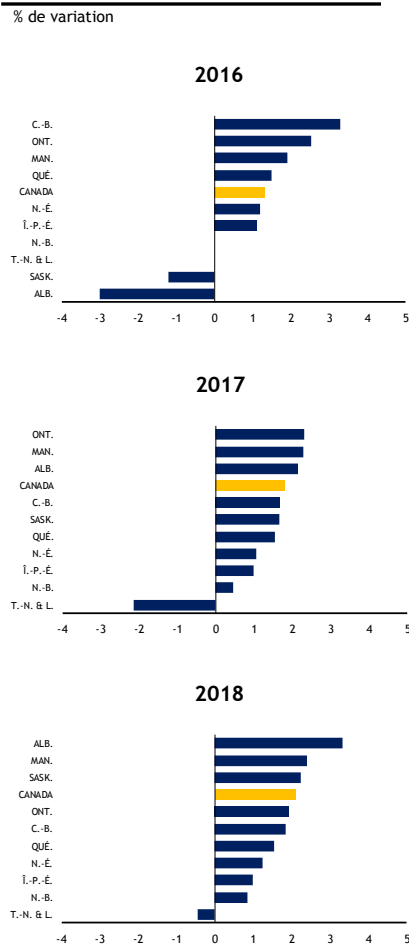


PERSPECTIVES PROVINCIALES

Décembre 2016

Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Gerard Walsh
 Économiste
 416-974-6525
 gerard.walsh@rbc.com

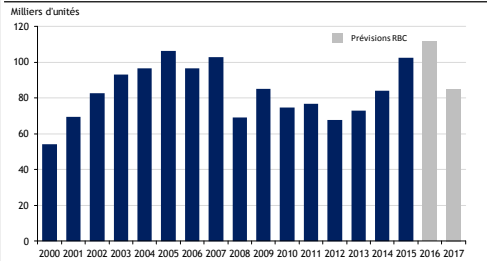
Risques et occasions dans l'économie des provinces en 2017

- En 2017, à moins d'imprévus perturbateurs, l'économie devrait progresser dans toutes les provinces sauf à Terre-Neuve-et-Labrador, où une diminution des dépenses en immobilisations et une politique persistante d'austérité budgétaire devraient, à notre avis, provoquer une contraction de l'activité (de 2,2 %).
- En Alberta (+2,2 %) et en Saskatchewan (+1,7 %) la croissance devrait revenir en territoire positif puisque les revenus tirés de l'énergie commencent à remonter et que s'installe un nouveau climat de confiance après les deux années difficiles qu'ont été 2015 et 2016.
- En Ontario et au Québec, la trajectoire de croissance empruntée en 2016 déviara très peu, à notre avis. Dans le cas de l'Ontario (+2,3 %), nous prévoyons un léger ralentissement en 2017, notamment en raison d'une probable accalmie du marché du logement dans cette province. Au Québec (+1,6 %), nous nous attendons à une légère accélération de la croissance attribuable à un allègement des restrictions budgétaires provinciales.
- Au chapitre de la croissance, ce sont le Manitoba (+2,3 %) et l'Ontario qui afficheront la meilleure tenue en 2017. Nous pensons que l'économie du Manitoba sera galvanisée par des projets de construction et par la robustesse générale de son secteur manufacturier.
- La Colombie-Britannique perdra la position qu'elle a occupée en 2016 en tête du classement, puisque devrait y persister le récent ralentissement des ventes de logement, qui bridera, en 2017, la vigoureuse source de progression à laquelle la province a puisé ces dernières années. Le PIB de la Colombie-Britannique (+1,7 %) devrait être inférieur à la moyenne nationale (1,8 %) pour la première fois en six ans.
- Dans la plupart des provinces du Canada Atlantique, nous prévoyons une croissance faible, mais stable. D'après nos estimations, le rythme d'expansion devrait être de 1,1 % en Nouvelle-Écosse, de 1,0 % à l'Île-du-Prince-Édouard et de 0,5 % au Nouveau-Brunswick. Ces provinces continueront à éprouver des difficultés : les tendances démographiques et de sombres perspectives quant aux dépenses en immobilisations y limiteront le rythme de croissance potentielle.
- À mesure que les marchés mondiaux de l'énergie entameront une phase de reprise en 2017, les provinces dont l'économie est axée sur la production pétrolière devraient avoir l'occasion d'opérer un heureux revirement, et la croissance pourrait être plus homogène à l'échelle du Canada.
- Les risques restent cependant nombreux : ils pourraient provenir notamment d'une propagation mondiale d'un climat protectionniste ou d'interventions politiques malavisées dans le secteur de l'habitation au Canada, ce qui pourrait se traduire par des résultats inférieurs aux attentes.
- Dans le présent numéro de Perspectives provinciales, nous jetons notre premier coup d'œil sur l'année 2018, qui laisse présager une amélioration plus marquée dans les provinces productrices de pétrole, une accélération de la croissance en Alberta et en Saskatchewan ainsi qu'un rythme de contraction plus lent à Terre-Neuve-et-Labrador. Pour la plupart des autres provinces sauf le Nouveau-Brunswick, où nous entrevoyons une légère accélération, et l'Ontario, où nous nous attendons à un petit ralentissement, nous avons peu changé nos prévisions de croissance par rapport à celles de 2017.

Amélioration des perspectives en l'Alberta et en Saskatchewan, gage de croissance nationale accrue

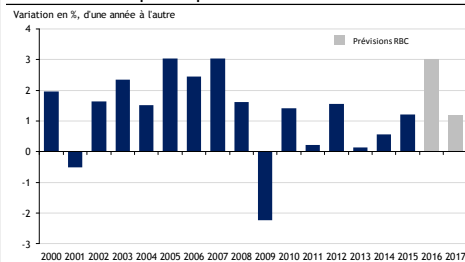
Tant au pays que sur la scène internationale, l'année 2016 a certes été très chargée en événements attendus et inattendus qui ont influé sur l'économie des provinces. Certains de ces événements continueront à avoir une incidence en 2017. C'est le cas notamment du programme fédéral de relance budgétaire, du récent resserrement des règles de l'assurance hypothécaire, d'une nouvelle taxe de 15 % imposée aux acheteurs étrangers de logement dans le district régional du Grand Vancouver, du Brexit, de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis et de l'annonce de l'OPEP de son intention de réduire la production pétrolière, des événements qui auront des influences variables et complexes à l'échelle du pays et feront persister un climat de grande incertitude. Dans ce contexte, devrait se produire une amélioration des perspectives quant aux prix mondiaux de l'énergie qui sera particulièrement favorable aux régions canadiennes productrices de pétrole ; nous nous attendons à ce que le prix du WTI passe de 43 \$ US le baril en moyenne en 2016 à 56 \$ US en 2017. Étant donné l'augmentation des dépenses fédérales en infrastructures, nous pensons que les jours meilleurs que connaîtront l'Alberta et la Saskatchewan contribueront fortement à faire passer la croissance prévue pour le Canada de 1,3 % en 2016 à 1,8 % en 2017.

Colombie-Britannique : revente de logements



Source : L'association Canadienne de l'Immobilier, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	2,5	3,3	3,3	3,3	1,7	1,8
PIB nominal	3,4	5,2	3,8	4,9	3,7	3,9
Emploi	0,1	0,6	1,2	3,0	1,2	0,7
Taux de chômage (%)	6,6	6,1	6,2	6,1	6,1	6,3
Ventes au détail	2,4	5,6	6,0	6,1	3,5	3,4
Mises en chantier (unités)	27 054	28 356	31 446	40 900	28 800	32 000
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,3	1,8

Robert Hogue
Économiste principal

Au lendemain du boom immobilier

L'année 2017 sera une période de passage à un rythme plus modéré en Colombie-Britannique après une impressionnante phase de six années consécutives de croissance supérieure à celle de l'économie du pays. Nous nous attendons à ce que le récent ralentissement des activités de revente de logements dans la région de Vancouver persiste pendant la prochaine période, ce qui bridera considérablement la vigoureuse source de croissance à laquelle la province a puisé ces dernières années. De surcroît, la probabilité d'un autre différend commercial avec les États-Unis sur le bois d'œuvre menace la vitalité de nombreuses collectivités de la province. Malgré une contribution affaiblie du secteur du logement et une accentuation du climat d'incertitude dans le secteur forestier, l'économie de la Colombie-Britannique aura encore bien des atouts en 2017. Elle sera notamment, pour une deuxième année d'affilée, la province qui connaîtra la plus forte croissance de l'emploi, à notre avis. Le PIB réel devrait progresser de 1,7 % en 2017, un rythme respectable, mais inférieur au taux révisé à la hausse de 3,3 % en 2016. La croissance restera modérée, croyons-nous, pendant l'année 2018 et devrait alors s'établir à 1,8 %.

Tous les regards, rivés sur le marché du logement de Vancouver

La tension extrême du marché du logement de Vancouver continue à attirer l'attention à l'échelle du pays. Plus récemment, c'est le ralentissement de l'activité amorcé au printemps 2016 — et qui s'est intensifié en août après l'imposition d'une nouvelle taxe de 15 % sur les logements achetés par des résidents étrangers du district régional du Grand Vancouver — qui a nourri les conversations. Nous croyons que les décideurs des trois paliers de gouvernement continueront à déployer des efforts en vue de gérer les risques liés au marché du logement et à appliquer une politique visant à modérer la demande de logements en 2017. En fin de compte, ce ralentissement résultant d'un choix politique devrait endiguer l'influx de fortunes étrangères dans la province et réduire considérablement le rythme d'augmentation des prix des logements, deux facteurs qui limiteront ce qu'on appelle l'« effet de richesse » qui a, à notre avis, fortement stimulé l'activité économique de la province ces dernières années.

Un marché du travail en recul, mais encore effervescent

Le vigoureux dynamisme de l'économie de la Colombie-Britannique est en partie attribuable à la robustesse de son marché du travail, qui a généré une impressionnante création d'emplois depuis l'été 2015. Ces gains ont été constatés dans l'entreprise privée principalement, dans des secteurs comme la construction, la vente au détail, le commerce de gros, la finance, l'immobilier et les services professionnels et commerciaux. Un marché du logement moins effervescent pèsera, à notre avis, sur l'emploi dans certains de ces secteurs (dans l'immobilier, par exemple), mais les perspectives restent assez bonnes au chapitre de la création d'emploi, avec un taux de croissance prévu de 1,2 % en 2017, le taux provincial encore le plus élevé.

Une éventuelle crise dans le commerce du bois d'œuvre

La récente expiration de l'Accord de 2006 sur le bois d'œuvre entre le Canada et les États-Unis fait apparaître le spectre d'un autre cycle de différends commerciaux, une saga qui dure depuis un siècle. Pour l'heure, la forme et le moment d'une éventuelle résolution sont très incertains, mais nous supposons que les États-Unis érigeront des barrières commerciales plus élevées au début de 2017 pendant que se tiendront les négociations.

Essor dans la construction d'oléoducs

La récente approbation par le gouvernement fédéral du projet d'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan ouvre la porte à de grosses dépenses en immobilisations, soit 6,8 milliards de dollars d'investissements qui se feront principalement en Colombie-Britannique. Les travaux de construction, qui devraient commencer à l'automne de 2017 et durer jusqu'à la fin de 2019, auront une incidence positive sur l'économie en 2018 et 2019 principalement.

Retour à une croissance positive

Deux événements importants qui se sont produits à la fin de novembre 2016 contribueront à créer un contexte favorable à un regain de croissance positive en Alberta en 2017. D'abord, le gouvernement fédéral a approuvé deux importants projets d'oléoduc, ce qui apaisera les craintes qu'éprouve le secteur de l'énergie provincial de ne pas avoir accès à un marché. Ensuite, l'OPEP a annoncé une forte réduction de la production de pétrole brut dès janvier 2017 ; il en résultera un écoulement de l'offre mondiale excédentaire et un retour des cours pétroliers sur une trajectoire ascendante. Nous pensons que ces deux nouvelles provoqueront un rebond très nécessaire de la confiance et des revenus en Alberta après deux années très difficiles de récession au cours desquelles l'économie s'est contractée de 6,5 %, en données cumulatives, compte tenu du recul de 3,0 % prévu pour 2016. Nous prévoyons notamment que l'investissement dans le secteur de l'énergie commencera à sortir de sa grande morosité au cours de la période qui s'annonce. Étant donné que ce secteur d'activité ne devrait plus être un gros handicap pour la croissance provinciale et que les travaux de reconstruction de Fort McMurray vont bon train, nous prévoyons que le PIB réel de l'Alberta enregistrera une croissance de 2,2 % en 2017. À mesure que le redressement se déroulera et que l'écart s'élargira par rapport aux autres secteurs de l'économie, la croissance pourrait se raffermir et atteindre 3,3 % en 2018, à notre avis.

Enfin un coup de pouce

Bien que l'approbation par le gouvernement fédéral des projets d'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan et de la Ligne 3 d'Enbridge (le projet Northern Gateway d'Enbridge ayant cependant été rejeté) ne provoque pas de désengorgement immédiat du transport pétrolier (les deux oléoducs devant entrer en service en 2019), elle garantit au secteur albertain de l'énergie que la capacité de transport par oléoduc (qui devrait augmenter de plus d'un cinquième) absorbera la hausse future de la production pétrolière. Mais, ce qui importe peut-être davantage c'est que l'oléoduc Trans Mountain, qui va de l'Alberta à la côte du Pacifique, contribue à élargir l'accès à des marchés asiatiques en croissance rapide. Nous nous attendons cependant à un effet plus immédiat attribuable aux baisses de production de 1,2 million de barils par jour annoncées par les membres de l'OPEP et de 600 000 de barils par jour par quelques pays non membres de l'OPEP (y compris la Russie) pendant une période de six mois (susceptible d'être prolongée d'un autre six mois) à compter de janvier 2017. La hausse des prix mondiaux provoquée par ces diminutions de la production augmentera assez rapidement les revenus des producteurs de la province alors que leurs structures de coûts ont considérablement été abaissées au cours des deux dernières années. Les incidences de ces événements sur le secteur sont les suivants : 1) de meilleures perspectives financières à court terme ; et 2) une conjoncture moins incertaine quant à la capacité de transport à moyen terme, deux facteurs qui sont, à notre avis, de bon augure pour un rebond des dépenses en immobilisations du secteur provincial de l'énergie en 2017.

Suivra un redressement des autres secteurs économiques

Il a été décevant, mais pas étonnant, de constater que la faiblesse du secteur albertain de l'énergie s'est propagée aux autres secteurs de l'économie en 2016. La perte (nette) de plus de 63 000 emplois dans la province du début de 2015 à l'été 2016 a, de toute évidence, créé d'énormes difficultés à de nombreux secteurs du segment de la production de biens et services. Nous constatons qu'en 2016 l'activité a reculé dans la vente au détail, sur les marchés du logement et de l'immobilier commercial, de même que dans le secteur manufacturier et dans celui des transports. Nous croyons cependant que des signes de reprise se manifesteront prochainement sur le marché du travail albertain, ce qui aura un effet bénéfique sur tous les secteurs d'activité en 2017.

Alberta : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Prix du pétrole brut WCS



Source : Bloomberg, Recherche économique RBC

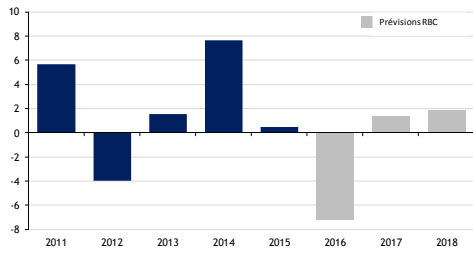
Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	5,7	5,0	-3,6	-3,0	2,2	3,3
PIB nominal	9,6	8,9	-12,5	-3,9	8,8	8,4
Emploi	2,5	2,2	1,2	-1,6	0,2	1,1
Taux de chômage (%)	4,6	4,7	6,0	8,1	8,2	7,3
Ventes au détail	6,9	7,5	-4,6	-2,1	1,7	4,2
Mises en chantier (unités)	36 011	40 590	37 282	25 200	24 000	26 300
Indice des prix à la consommation	1,4	2,6	1,2	1,0	1,7	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

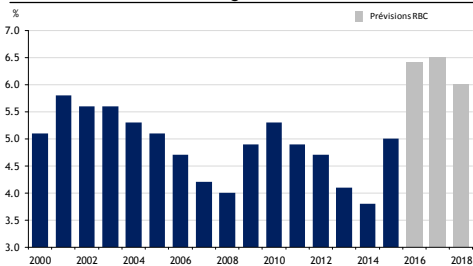
Saskatchewan : PIB réel du secteur minier

Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan : taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	6,3	2,4	-1,3	-1,2	1,7	2,2
PIB nominal	6,7	1,3	-5,7	-3,7	5,9	5,1
Emploi	3,1	1,0	0,5	-0,9	0,3	0,9
Taux de chômage (%)	4,1	3,8	5,0	6,3	6,5	6,0
Ventes au détail	5,1	4,6	-3,5	0,7	2,6	4,1
Mises en chantier (unités)	8 290	8 257	5 149	4 800	4 900	7 800
Indice des prix à la consommation	1,4	2,4	1,6	1,3	2,5	2,7

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

Y a-t-il de la lumière au bout du tunnel ?

Nous nous attendons à ce qu'un certain rebond du secteur minier ramène la Saskatchewan en territoire positif en 2017, avec une progression de 1,7 % de la croissance, après deux ans de contraction, y compris une révision à la baisse à 1,2 % pour 2016. En 2018, le secteur minier enregistrera encore de légers gains, à notre avis, lesquels s'accompagneront d'une hausse des dépenses de construction qui accélérera à 2,2 % le rythme de croissance.

Revirement du secteur de l'énergie

Nos attentes amoindries à l'égard de la croissance du PIB de la Saskatchewan en 2016 par rapport au taux de -0,9 % que nous avons prévu en septembre s'expliquent principalement par notre hypothèse révisée à la baisse, qui porte à 7 % le taux de régression de la production minière en 2016. Cette chute de la production reflète principalement les données enregistrées depuis le début de l'année, qui signalent un recul de plus de 10 pour cent de la production pétrolière provinciale. Mais, puisque les cours pétroliers devraient remonter en 2017 à la faveur notamment d'une hausse de la demande et d'une diminution de l'offre mondiale, nous estimons qu'environ la moitié de ce glissement se résorbera en 2017. Nous prévoyons également que les activités minières hors énergie feront persister la faiblesse enregistrée en 2016, avec une chute prévue de 12 % du secteur de la potasse. Malheureusement, aucune reprise ne semble se dessiner en 2017 pour le secteur minier hors énergie, car nous prévoyons que l'activité continuera d'y reculer, mais à un rythme deux fois moins rapide qu'en 2016. Selon nos prévisions, un raffermissement de l'économie mondiale empêchera que l'activité minière hors énergie continue à péricliter en 2018. De récents rapports anecdotiques sur les arrêts de production prévus dans le domaine de la potasse en 2016 et 2017 confirment que le recul de l'activité persistera à court terme.

Hausse du volume des récoltes, mais baisse de la qualité

La faiblesse du secteur minier devrait, en partie, être contrebalancée par une amélioration des récoltes en 2016, du moins en termes de volumes. Les récentes estimations de Statistique Canada sur les récoltes de 2016 donnent à entendre qu'il y a eu une augmentation de 9 % des principales récoltes de céréales et d'oléagineux (blé, canola et orge) après un recul de 0,5 % en 2015. Toutefois, la hausse des revenus agricoles sera amoindrie par de récentes pluies qui auraient, selon les indications, diminué la qualité de la récolte. Les paiements des récoltes seront aussi amoindris par une diminution générale des prix des céréales et des oléagineux à l'échelle mondiale. Si les conditions sont plus propices à la croissance en 2017 et 2018, elles ne se traduiront pas nécessairement par un gonflement du volume des moissons, mais elles contribueront à une amélioration de la qualité et, par conséquent, des revenus agricoles.

Hausse des dépenses en immobilisations ... en 2018

La faiblesse antérieure de l'activité minière s'est nettement traduite par une diminution des dépenses en immobilisations dans ce secteur. Compte tenu de la légère reprise de l'activité minière pendant la période de prévision, nous nous attendons à ce que la croissance des dépenses en immobilisations revienne en territoire positif, mais sans doute pas avant 2018 et après trois années d'affilée de recul.

La récente faiblesse du marché de l'emploi devrait s'estomper

En 2016, le repli persistant de l'activité qui a suivi le déclin de 1,3 % enregistré en 2015 dans les secteurs contribuant au PIB confirme que la création d'emplois diminue dans la province. Après avoir enregistré une légère hausse en 2015, les données mensuelles sur l'emploi ont régressé de presque 1 % en 2016. D'après nos prévisions, la croissance de l'emploi reviendra en territoire positif en 2017 à mesure que s'améliorera la croissance du PIB, mais l'embauche ne progressera que d'un petit 0,3 % en 2017 et d'un autre 0,9 % en 2018. Le taux de chômage, qui devrait monter à 6,5 % en 2017, et maintient la tendance haussière affichée depuis le récent plancher de 3,8 % atteint en 2014, lorsque la Saskatchewan avait le taux de plus faible au pays, atteste également de l'actuelle faiblesse du marché de l'emploi.

Meilleure tenue que celle de l'économie nationale

Nous n'avons pas changé nos prévisions relatives à la croissance du Manitoba par rapport à celles que nous avons faites dans le numéro de septembre des Perspectives provinciales : nous nous attendons à ce que le rythme d'expansion passe de 1,9 % en 2016 à 2,3 % en 2017. Selon nos premières prévisions pour 2018, l'expansion se poursuivra à un rythme de 2,4 %. Ce profil de croissance indique que le Manitoba aura encore de meilleurs résultats que la moyenne nationale pour la période de prévision.

Hausse des activités de construction en perspective

L'un des principaux facteurs de croissance manitobaine réside dans les vigoureuses dépenses de construction. C'est là un facteur qui progresse à un rythme supérieur à la moyenne et continuera à se développer en 2017 par rapport à 2016. Cette vigueur est principalement attribuable aux dépenses que continuera de faire Manitoba Hydro dans plusieurs projets énergétiques, y compris dans la centrale de Keeyask et dans la ligne de transmission Bipolaire III, des projets devant se poursuivre jusqu'en 2021 pour le premier et se terminer en 2018 pour l'autre et qui représentent un montant total d'environ 12 milliards de dollars de dépenses réparties sur plusieurs années. Lorsque Manitoba Hydro commencera à réduire ses dépenses en 2018, nous nous attendons à ce que d'autres projets prennent le relais, y compris plusieurs projets à usage mixte à des fins à la fois résidentielles, commerciales et administratives.

Généralisation de la robustesse du secteur manufacturier en vue

Notre prévision d'accélération de la croissance du PIB en 2017 se fonde aussi sur nos attentes de contribution accrue de l'activité manufacturière. Des données récentes sur l'activité manufacturière donnent à entendre que ce secteur a connu une légère progression d'environ 2 % en 2016, une amélioration par rapport à un recul de 2 % en 2015. Ces données signalent que des sous-secteurs auparavant en baisse, comme celui de l'équipement et des métaux usinés, ont connu une certaine progression, qui a cependant été amoindrie par un repli dans les segments du matériel de transport et des meubles. Selon nos prévisions, un raffermissement plus marqué de l'économie américaine et une reprise dans les provinces productrices de pétrole à l'ouest du Manitoba contribueront à généraliser les gains enregistrés dans le secteur manufacturier.

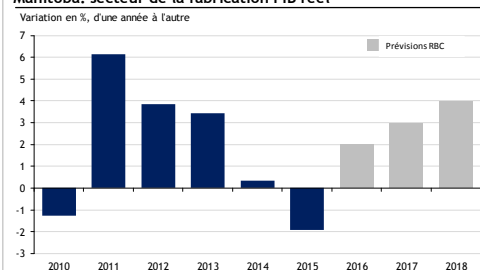
En agriculture, la production reste élevée

Après une très bonne année 2015, la production de céréales et d'oléagineux devrait rester élevée en 2016 et jusqu'à la fin de notre période de prévision. Toutefois, en 2016, les mauvaises conditions météorologiques enregistrées à la fin de la saison de croissance ont détérioré la qualité des récoltes de l'année et exercé une pression baissière sur les revenus agricoles. Cette baisse de la qualité est survenue à un moment où les prix des céréales et des oléagineux étaient déjà faibles en raison de l'offre mondiale abondante des récentes années. Nous sommes d'avis que des conditions de croissance plus « normales » en 2017 influeraient plus favorablement sur la qualité des récoltes que sur leur volume, mais que cela serait suffisant pour hausser les revenus agricoles.

Fin prochaine de la récente faiblesse de l'emploi

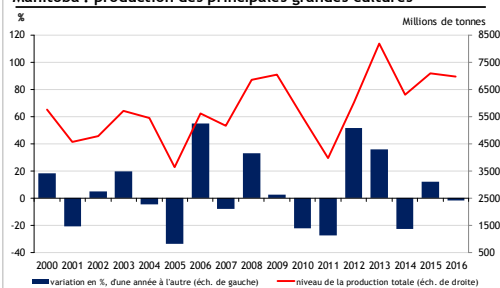
Les prévisions de recul de 0,4 % de l'emploi au Manitoba en 2016 pourraient devoir être revues à la baisse, mais nous jugeons que la phase difficile traversée en 2016 était principalement un rajustement pour tenir compte de l'augmentation excessive (et d'envergure nationale) de 1,6 % enregistrée en 2015 plutôt que le reflet d'une perte de confiance des entreprises influant sur leur intention d'embaucher. Nos prévisions se fondent sur l'hypothèse qu'une croissance économique plus vigoureuse créera en 2017 un climat favorable à un retour à une croissance positive de l'emploi de 1,0 %. Nous nous attendons à ce que le taux de chômage recule à 5,8 % au Manitoba en 2017, après avoir traversé une phase difficile qui l'aura fait passer de 5,6 % en 2015 à un taux estimatif de 6,1 % en 2016.

Manitoba : secteur de la fabrication PIB réel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba : production des principales grandes cultures



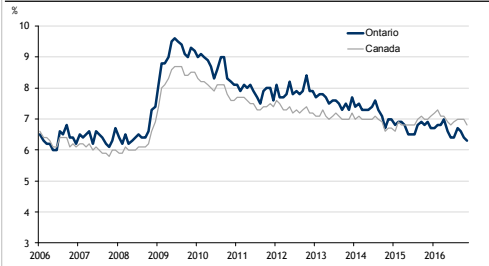
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	2,8	1,5	2,2	1,9	2,3	2,4
PIB nominal	4,2	2,5	3,1	2,8	4,4	4,4
Emploi	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,0	0,8
Taux de chômage (%)	5,4	5,4	5,6	6,1	5,8	5,6
Ventes au détail	3,9	4,3	1,5	4,8	4,2	4,1
Mises en chantier (unités)	7 465	6 220	5 501	5 400	7 100	6 800
Indice des prix à la consommation	2,3	1,8	1,2	1,4	2,5	2,2

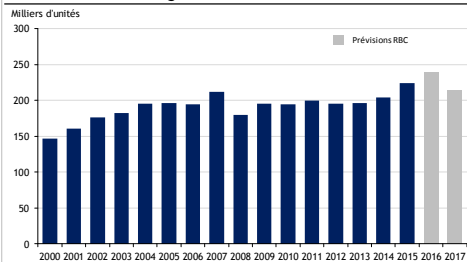
Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Ontario : taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario : revente de logements



Source : L'association Canadienne de l'Immobilier, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	1,5	2,7	2,5	2,5	2,3	1,9
PIB nominal	2,2	4,7	4,9	3,5	3,9	3,6
Emploi	1,8	0,8	0,7	1,1	1,0	0,9
Taux de chômage (%)	7,6	7,3	6,8	6,6	6,2	6,0
Ventes au détail	2,3	5,0	4,2	4,4	3,9	3,8
Mises en chantier (unités)	61 085	59 134	70 156	75 400	72 500	62 500
Indice des prix à la consommation	1,1	2,3	1,2	1,8	2,5	2,1

Robert Hogue
Économiste principal

En train de monter en tête de peloton

Nous prévoyons un léger ralentissement du rythme de croissance par rapport à 2015 (2,5 %) et 2016 (2,5 %), mais nous croyons que l'Ontario damera le pion aux autres provinces en 2017, avec un taux de croissance de 2,3 %. La plupart des principaux secteurs économiques adopteront une cadence assez rapide (selon les nouvelles normes mondiales plus lentes) : à notre avis, les consommateurs resteront assez actifs (encouragés par une vigoureuse création d'emplois et par l'effet de richesse attribuable à la hausse de la valeur des propriétés) ; les gouvernements hausseront leurs dépenses en infrastructures ; et les entreprises augmenteront leurs investissements dans les constructions non résidentielles ainsi que dans le matériel et l'outillage. Par contre, le secteur ontarien du logement devrait entrer dans une phase de ralentissement en 2017 et exercer progressivement un effet restrictif sur la croissance après avoir constamment contribué à la stimuler ces dernières années. Les récents événements politiques aux États-Unis ont assombri les perspectives pour le secteur provincial du commerce extérieur. Les premières prévisions de croissance que nous avons faites pour 2018 signalent un léger ralentissement, à 1,9 %.

Des consommateurs encore encouragés à dépenser par de bonnes perspectives d'emploi

Les nouvelles ont été assez bonnes pour le marché de l'emploi ontarien en 2016 : il y a eu une création nette de 71 000 nouveaux emplois au cours des 11 premiers mois de l'année, et le taux de chômage a atteint un creux jamais vu en six ans, à 6,3 %, en novembre. Nous constatons cependant que les emplois créés ont surtout été des postes à temps partiel après une très forte création d'emplois à plein temps en 2015. Nous nous attendons à ce qu'environ 70 000 postes supplémentaires soient créés en 2017 dans la province, ce qui continuera à exercer une pression baissière sur le taux de chômage et galvanisera la confiance des ménages. Des conditions du marché de l'emploi aussi favorables donnent à penser que les dépenses de consommation resteront un facteur important de croissance au cours de la prochaine année.

Hausse en vue des investissements du gouvernement en infrastructures

Des programmes d'infrastructures représentant plusieurs milliards de dollars prennent leur envol tant au palier provincial que fédéral, et nous pensons que ces dépenses seront augmentées en 2017. Le numéro de Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario publié en octobre 2016 indique que le montant total des dépenses en infrastructures augmentera de 37 %, à 17,4 milliards de dollars, au cours de l'exercice 2016-2017, compte tenu de la participation fédérale et de celle de tiers aux projets. Une augmentation de cette ampleur gonflerait considérablement la croissance de la province.

L'heure est au ralentissement d'un marché du logement survolté

Une forte crise d'accessibilité, des perspectives de relèvement des taux d'intérêt et de récents changements de politique visant à ralentir des marchés canadiens survoltés (de Vancouver et Toronto) devraient atténuer l'activité du secteur du logement ontarien en 2017. Nous nous attendons à ce que les reventes de logements diminuent de plus de 10 % (par rapport à un sommet sans précédent de 239 000 unités en 2016) et à ce que les mises en chantier fléchissent de 4 % pour s'établir à 72 500 unités. Ce repli de l'activité du marché du logement contribuera beaucoup à un léger glissement de la croissance économique générale dans la province en 2017, à notre avis.

Climat d'incertitude dans le commerce extérieur

Un raffermissement de l'économie américaine et un dollar canadien à un niveau plus concurrentiel par rapport au billet vert devraient normalement créer un climat favorable aux exportateurs ontariens, mais la récente élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis a rendu le climat encore plus incertain, d'autant plus qu'il a promis, dans sa campagne, de renégocier l'ALENA. Pour l'heure, nous présumons qu'aucune mesure ne visera spécifiquement à empêcher les exportations ontariennes aux États-Unis, mais l'incertitude quant au sort de l'ALENA pourrait, dans une certaine mesure, exercer un effet néfaste.

Des résultats déjà vus en perspective

En 2017, le Québec empruntera sans doute une trajectoire économique déjà parcourue : nous nous attendons à ce que sa propension à la croissance change très peu par rapport à ce qu'elle a été en 2016 — ou en 2015, 2014 et 2013 d'ailleurs — et à ce que son rythme s'accélère à peine, soit à 1,6 % comparativement à un taux revu à la hausse de 1,5 % en 2016. Sous la surface cependant se préparent d'importants changements au chapitre des sources de croissance : la contribution des dépenses du gouvernement (dans les infrastructures notamment) et de l'investissement des entreprises devrait augmenter tandis que celle de l'investissement dans le secteur résidentiel devrait diminuer. Dans ce contexte, les consommateurs québécois sont en mesure de continuer à dépenser à un rythme plutôt stable à la faveur d'une légère amélioration du marché de l'emploi, tandis que les exportations nettes devraient avoir une incidence assez neutre. Dans le passé, nous aurions été déçus d'un taux de croissance de 1,6 %, mais, compte tenu des normes actuelles, il s'agit sans doute d'un rythme plus vigoureux que la nouvelle « vitesse de croisière » du Québec. D'après nos premières estimations des perspectives pour 2018, la trajectoire de croissance des dernières années restera inchangée, avec un taux prévu de 1,5 %.

Accélération économique en fin d'année 2016

Comme elle le fait depuis plusieurs années, l'économie du Québec a progressé par soubresauts au premier semestre de 2016 : elle a connu un assez bon début d'année (avec une croissance trimestrielle annualisée de 2,8 % au premier trimestre), puis elle a traversé une phase décevante de ralentissement au deuxième trimestre (avec un taux de croissance de 0,8 %). Des données plus récentes de l'Institut de la statistique du Québec donnent toutefois à entendre que le rythme de croissance a encore accéléré. Au cours des derniers mois, en particulier, une progression a été observée dans les secteurs manufacturier, des services de transport, de la finance, de l'immobilier, des services de santé et de l'hôtellerie, et ce sont là des avancées qui, à notre avis, porteront la croissance provinciale à 2,2 % au troisième trimestre et à 1,8 % au quatrième trimestre.

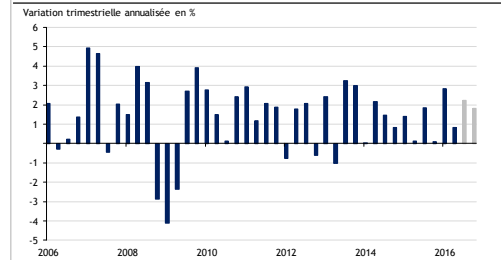
La politique budgétaire, un vent favorable en 2017

Comme prévu, le gouvernement du Québec a confirmé, en octobre, qu'il réalisera, pour l'exercice 2015-2016, un excédent budgétaire (d'un montant record de 2,2 milliards de dollars), s'acquittant ainsi amplement de son engagement à équilibrer son budget cette année-là. Nous croyons que la politique budgétaire provinciale sera maintenant moins restrictive. En fait, lors de la présentation de la mise à jour de son Plan économique en octobre, le gouvernement du Québec a annoncé une légère augmentation des dépenses dans la santé, le développement économique, l'éducation et les infrastructures publiques ainsi que l'abolition de la contribution santé un an avant la date prévue. Parallèlement à cette atténuation des restrictions provinciales, le gouvernement fédéral va de l'avant avec ses propres mesures de relance visant à dynamiser les investissements dans les infrastructures et à laisser plus d'argent dans les poches de nombreuses familles. Nous sommes d'avis donc, que la politique budgétaire globale du Québec sera moins un vent contraire et qu'elle stimulera davantage l'économie de la province.

L'investissement des entreprises à un tournant

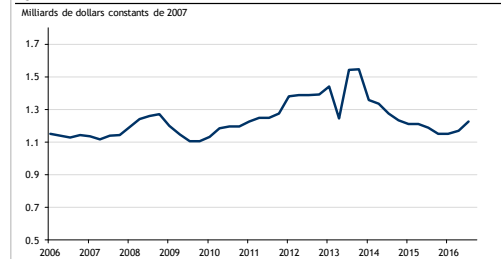
Des signes encourageants donnent à entendre que les entreprises investissent finalement dans le secteur de la construction non résidentielle de la province. Les dépenses réelles dans la construction industrielle et commerciale ont augmenté à la fois au deuxième et au troisième trimestre de 2016 — un premier épisode de deux trimestres de croissance d'affilée depuis 2013 — ce qui laisse présager une reprise plus marquée en 2017. Nous prévoyons également que la pression concurrentielle obligera les entreprises à hausser, par rapport aux faibles niveaux des années récentes, leurs investissements dans l'équipement et l'outillage de pointe.

Québec : PIB réel



Source : ISQ, Recherche économique RBC

Québec : construction de bâtiments industriels et commerciaux



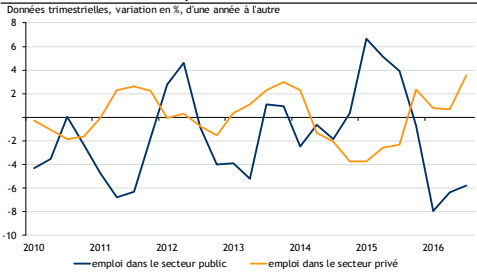
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	1,4	1,3	1,2	1,5	1,6	1,5
PIB nominal	3,0	1,9	2,6	2,6	3,3	3,4
Emploi	1,4	0,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Taux de chômage (%)	7,6	7,7	7,6	7,1	6,9	6,7
Ventes au détail	2,5	1,7	0,5	4,1	3,7	3,7
Mises en chantier (unités)	37 758	38 810	37 926	37 900	34 800	32 500
Indice des prix à la consommation	0,8	1,4	1,1	0,6	2,0	2,2

Robert Hogue
Économiste principal

Nouveau-Brunswick : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick : exportations de marchandises



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	-0,3	-0,1	2,3	0,0	0,5	0,8
PIB nominal	0,3	1,0	2,9	1,3	2,2	2,6
Emploi	0,4	-0,2	-0,6	-0,2	0,4	0,2
Taux de chômage (%)	10,3	10,0	9,8	9,6	10,0	9,5
Ventes au détail	0,7	3,8	2,4	2,9	2,0	2,2
Mises en chantier (unités)	2 843	2 276	1 995	1 800	1 800	1 900
Indice des prix à la consommation	0,8	1,5	0,5	2,3	2,5	2,1

Une croissance léthargique bien ancrée

Les estimations révisées de Statistique Canada ont établi à 2,3 % le taux de croissance économique du Nouveau-Brunswick en 2015, un rythme proche du niveau record jamais atteint par la province, après quatre ans de surplace. C'est grâce aux secteurs minier et manufacturier ainsi qu'à plusieurs secteurs des services que ce taux de croissance impressionnant a pu être atteint. Malheureusement, l'envolée de 2015 était une dérogation de la règle générale voulant que la croissance soit léthargique au Nouveau-Brunswick. En 2016, l'économie de la province semble s'être enlisée encore une fois, ayant été freinée par la fermeture d'une mine importante, par des pertes d'emplois et par une chute des exportations. Nous croyons que les perspectives d'accélération de la croissance y sont maintenant limitées puisque les tendances démographiques sont défavorables (notamment parce que la population en âge de travailler diminue) et que de sombres perspectives en matière de dépenses en immobilisations restreignent le potentiel de croissance de la province. Nous prévoyons un taux de croissance du PIB nul (0,0 %) pour 2016 et de faibles taux de 0,5 % pour 2017 et 0,8 % pour 2018.

Le rebond absent des exportations

La raffinerie de Saint John produit une part importante du volume total des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick ; or, les livraisons de produits pétroliers ont diminué de 19 % depuis le début de l'année, ce qui explique principalement pourquoi les exportations de la province ont diminué en 2016. Pour ce qui est des exportations importantes de la province dans d'autres catégories, elles ont été contrastées. Les exportations de produits miniers et minéraux ont fléchi de plus de 50 % à la suite de la fermeture de la mine de potasse de Picadilly. Cette fermeture a, en fait, asséné un autre coup à un secteur minier déjà malmené dans la province, les activités y ayant diminué de près de 50 % depuis 2008. Ce repli du secteur minier a, en partie, été neutralisé en 2016 par une augmentation des exportations de produits alimentaires attribuable principalement à une hausse de 10 % des exportations de fruits de mer depuis le début de l'année. Les exportations de produits forestiers et de papier ont progressé régulièrement de concert avec les mises en chantier aux États-Unis, mais l'expiration, en octobre 2016, de l'Accord entre le Canada et les États-Unis sur le bois d'œuvre fait courir à ce secteur le risque que soient appliquées des mesures protectionnistes par le gouvernement des États-Unis. Aux termes de l'Accord de 2006, le bois d'œuvre provenant des provinces maritimes n'était pas assujéti aux taxes à l'exportation ni aux quotas sur les exportations à destination des États-Unis.

Embellie en perspective sur le marché de l'emploi

La création d'emploi s'est améliorée dans l'ensemble de la province pendant l'été et l'automne 2016, mais l'épisode de faiblesse précédent fera baisser le taux annuel moyen de 0,2 % en 2016, à notre avis. Il y a eu d'importantes pertes d'emplois dans le secteur public où le recul a presque atteint 6 % pour les onze premiers mois de 2016. Aucun progrès n'est prévisible à cet égard dans un avenir rapproché puisque le gouvernement provincial est encore aux prises avec un important déficit, qui donne donc peu espoir qu'il se mettra bientôt à embaucher. Dans le secteur privé, les entreprises ont créé des emplois dans le secteur manufacturier et dans plusieurs segments des services. En 2017, nous nous attendons à ce que le secteur privé contribue à une hausse de 0,4 % de l'emploi dans la province, ce qui constituerait qu'une seconde hausse annuelle de l'emploi en neuf ans. Nous constatons que les augmentations de salaire des employés ont été assez solides en 2016 et qu'elles ont galvanisé la consommation. Malgré une hausse de deux points de pourcentage du volet provincial de la TVH (qui est passée de 13 % à 15 %) le 1er juillet, les ventes au détail, y compris celles de véhicules motorisés, devraient avoir légèrement augmenté, soit de 2,9 %, en 2016. L'activité sur le marché du logement existant est restée assez dynamique au Nouveau-Brunswick et la vigueur de la rénovation domiciliaire a largement neutralisé un léger ralentissement du rythme de construction de logements neufs.

Gerard Walsh
Économiste

Une autre année de croissance constante en perspective

Après plusieurs années de croissance médiocre, les estimations révisées de croissance du PIB pour 2015 et les indicateurs de résultats enregistrés jusqu'à maintenant pour 2016 signalent que l'économie de la Nouvelle-Écosse progresse à un rythme constant. À l'heure où nous commençons à préciser les prévisions relatives à 2017 et amorçons nos observations pour 2018, nous nous attendons à ce que la croissance reste faible et constante dans la province au cours des deux prochaines années. Le dynamisme de la construction navale et une amélioration démographique attribuable à la migration contribueront à neutraliser une croissance léthargique des exportations, le vieillissement de la population et de sombres perspectives au chapitre des dépenses en immobilisations. Après avoir progressé à un rythme estimatif de 1,2 % en 2016, l'économie de la Nouvelle-Écosse devrait avancer de 1,1 % en 2017 et de 1,2 % en 2018.

Les exportations stagnent encore à un faible niveau

Après avoir un peu progressé en 2015, les exportations de marchandises de la Nouvelle-Écosse sont en voie de connaître un recul marqué (-67 %) en 2016, plombées dans leur ensemble par une diminution des exportations de gaz naturel et d'autres produits énergétiques. Toutefois, il y a aussi, dans d'autres secteurs, une baisse de la valeur des exportations, y compris dans les articles de papier, où elles ont fléchi de presque 26 % depuis le début de l'année, et dans les pneus — le produit d'exportation le plus important de la Nouvelle-Écosse — où elles ont glissé de 2 %. À l'instar des autres provinces du Canada Atlantique, c'est dans le secteur des produits alimentaires, qui a été galvanisé par une hausse de 17 % des livraisons de fruits de mer, que les exportations se sont bien comportées en 2016. Les exportations ont généralement été décevantes dans le secteur manufacturier, mais la construction navale contribue à stimuler vivement la croissance de la production manufacturière à mesure qu'avance la construction de navires à Halifax.

Un marché de l'emploi léthargique plombe la consommation ...

En Nouvelle-Écosse comme dans les autres provinces du Canada Atlantique, la tendance générale est aux pertes d'emplois en 2016 puisque le secteur privé licencie des travailleurs. Les pertes d'emplois se sont concentrées dans les postes à temps plein et dans les secteurs relativement bien rémunérés de la production de biens, y compris dans les ressources naturelles et la construction. Il y a de la création d'emplois dans le secteur public depuis le début de l'année, mais les restrictions salariales imposées par le gouvernement provincial contribuent également à ralentir la progression de la rémunération des employés. La détérioration des marchés de l'emploi commencera à faire fléchir les dépenses de consommation de sorte que les ventes au détail connaîtront une croissance plus lente en 2017 qu'en 2016, à notre avis. Malgré une croissance négative de l'emploi, le taux de chômage a un peu baissé en 2016 (à 8,4 %), car la main-d'œuvre a diminué de pair avec le recul général de l'emploi. En perspective, nous nous attendons à ce que la création nette d'emplois reprenne en 2017, mais l'amélioration du taux de chômage sera faible, car l'immigration en provenance des autres provinces et pays limitera la diminution de la population active et de la main-d'œuvre.

... mais aussi la construction et le marché du logement

À mesure que le bouillonnement des activités de construction s'est résorbé à Halifax, les indicateurs de dépenses d'investissement ont signalé un ralentissement du secteur de la construction en Nouvelle-Écosse en 2016, y compris dans les segments de l'investissement résidentiel (-17 %) et de la construction non résidentielle (-13 %), ainsi que dans les emplois dans la construction (-3 %). En perspective, dans le secteur non résidentiel, peu de nouveaux projets d'investissement semblent s'annoncer tandis que, dans le secteur résidentiel, nous nous attendons à un recul des mises en chantier, qui devraient passer de 3 500 unités en 2016 à 3 300 unités en 2017, étant donné que le marché du logement provincial reste lent et que la croissance de la population est nulle.

Nouvelle-Écosse : exportations de marchandises non-énergétiques

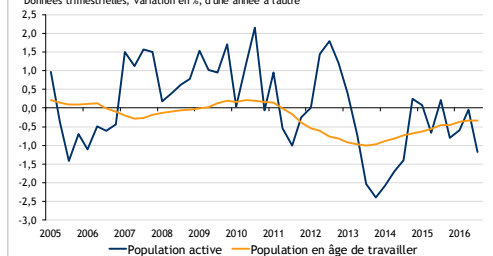
Données trimestrielles, variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse : population active et population en âge de travailler

Données trimestrielles, variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

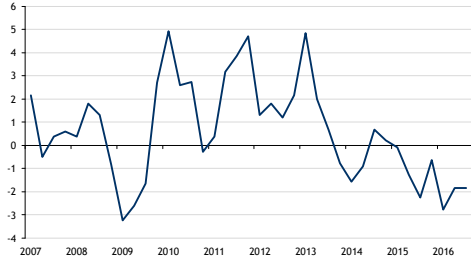
Variation en %, sauf indication contraire

	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	-0,1	0,8	1,0	1,2	1,1	1,2
PIB nominal	2,1	1,7	2,4	2,6	3,0	3,2
Emploi	-1,1	-1,1	0,1	-0,5	-0,2	0,3
Taux de chômage (%)	9,1	8,9	8,6	8,4	8,2	8,2
Ventes au détail	2,9	2,3	-0,6	3,6	2,6	2,5
Mises en chantier (unités)	3 919	3 056	3 825	3 600	3 300	3 000
Indice des prix à la consommation	1,2	1,7	0,4	1,1	2,2	2,3

Gerard Walsh
Économiste

Île-du-Prince-Édouard : emploi

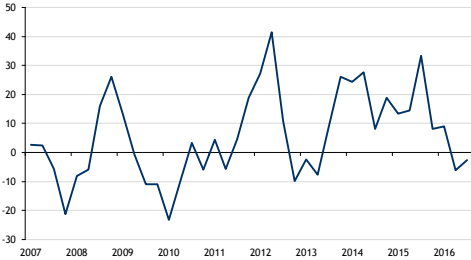
Données trimestrielles, variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard : exportations internationales de marchandises

Données trimestrielles, variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	2,0	1,5	1,3	1,1	1,0	1,0
PIB nominal	3,2	3,5	3,9	2,4	2,6	2,7
Emploi	1,4	-0,1	-1,2	-2,3	0,2	0,5
Taux de chômage (%)	11,5	10,6	10,5	10,9	10,8	10,5
Ventes au détail	0,8	3,3	2,3	5,4	2,2	2,4
Mises en chantier (unités)	636	511	558	610	780	700
Indice des prix à la consommation	2,0	1,6	-0,6	1,0	2,4	2,3

Gerard Walsh
Économiste

Un rythme lent et soutenu

Nous nous attendons à une croissance continue de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard en 2017, mais à un rythme sans doute plus faible qu'en 2016. Les derniers indicateurs économiques ont été mitigés ; ils ont signalé une grande fluctuation des exportations de marchandises (ce qui est fréquent dans une économie de cette taille) et un degré assez élevé de mollesse du marché du travail alors que les ventes au détail ont fortement augmenté. Maintenant, un programme de dépenses en immobilisations du gouvernement provincial stimulerait la croissance ; cependant les mesures prises en vue d'équilibrer le budget de la province, y compris la hausse du volet provincial de la TVH qui sont entrées en vigueur le 1er octobre 2016, risquent d'avoir un effet néfaste à court terme. Les perspectives concernant les dépenses de consommation et le secteur du logement sont assombries par une éventuelle réaction négative à retardement aux pertes d'emplois subies en 2016, quoique nous nous attendons à ce que la création d'emplois rebondisse en 2017. Après avoir effectué une avancée estimative de 1,1 % cette année, le PIB devrait, à notre avis, progresser de 1,0 % en 2017 et aussi en 2018.

L'ensemble des exportations plombées par le secteur manufacturier

Dans toutes les provinces du Canada Atlantique, la hausse des volumes et des prix des fruits de mer a provoqué une augmentation de la valeur des exportations d'aliments en 2016. Nulle part n'est-ce aussi important pour l'économie provinciale qu'à l'Île-du-Prince-Édouard où les produits alimentaires représentent les deux tiers du total des exportations de marchandises. Les exportateurs de produits alimentaires ont profité d'une vigoureuse progression de 11 % de la valeur nominale des ventes à l'exportation au cours des neuf premiers mois de l'année, mais 2016 risque de sonner la fin d'un long épisode d'effervescence pour les fabricants. Les exportations provinciales de produits non alimentaires, de produits chimiques et d'équipement surtout, ont diminué de plus de 18 % depuis le début de l'année. Ce repli fait suite à la forte hausse des exportations et à l'expansion de la capacité industrielle des récentes années : depuis 2010, les exportations du secteur manufacturier avaient plus que doublé, surtout dans les segments de l'aérospatial et de l'équipement de transport.

Répétition peu probable du scénario de pertes d'emplois de 2016

Le marché de l'emploi de l'Île-du-Prince-Édouard a traversé une difficile période d'ajustements en 2016. L'emploi a reculé de 2,3 % au cours des onze premiers mois de l'année en raison principalement d'une déconcertante chute de l'emploi dans le secteur public. Les données sur l'emploi des petites provinces peuvent être extrêmement changeantes, mais elles montrent que près d'un emploi sur dix a disparu dans le secteur public, ce qui nous semble excessif. Au cours de la même période, la main-d'œuvre s'est contractée de 2,0 %, car les adultes de la tranche la plus active (de 25 à 54 ans) ont été moins nombreux à travailler ou à chercher du travail. Malgré une baisse de participation à la vie active, les importantes pertes d'emplois ont exercé une pression accrue sur le taux de chômage, qui s'est élevé à 10,9 % en moyenne en 2016, soit un demi-point de pourcentage au-dessus du niveau de 2015. À mesure que la population vieillira et que la main-d'œuvre continuera à se contracter, la création de nouveaux emplois devrait entraîner un resserrement du marché du travail et faire baisser progressivement le taux de chômage.

Des indicateurs haussiers laissent présager une croissance stable

Des indicateurs autres que l'emploi continuent à témoigner de la vitalité de l'économie provinciale. La rémunération des employés a fortement augmenté, ce qui a stimulé les ventes au détail et celles de véhicules motorisés. Une demande accrue pour des immeubles à logements multiples s'est traduite par des niveaux soutenus de mises en chantier dans la province. Maintenant, la population vieillissante et les récentes pertes d'emploi génèrent des risques de recul ; toutefois, nous croyons que les perspectives favorables des secteurs des produits alimentaires et du tourisme permettront une croissance stable dans son ensemble.

Nouvelle contraction économique en 2017

Un récent rebond de la production pétrolière devrait temporairement mettre fin, en 2016, à une phase de contraction de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador qui dure depuis deux ans ; toutefois, nous nous attendons à ce qu'une détérioration des conditions dans d'autres secteurs, une diminution des dépenses en immobilisations et une politique provinciale d'austérité budgétaire persistante soient des tendances dominantes qui provoqueront une nouvelle contraction encore plus intense en 2017. Nous ne prévoyons pas de croissance économique pour 2016 (0,0 %) tandis qu'en 2017 une diminution des dépenses d'investissement devrait provoquer un net recul de 2,2 % du PIB. Nos premières estimations pour 2018 laissent présager qu'une année entière de production sur la plateforme pétrolière Hebron amoindrira le déclin de l'investissement et ralentira de 0,5 % le rythme de contraction économique.

Le déficit se résorbe au gré des réductions de dépenses

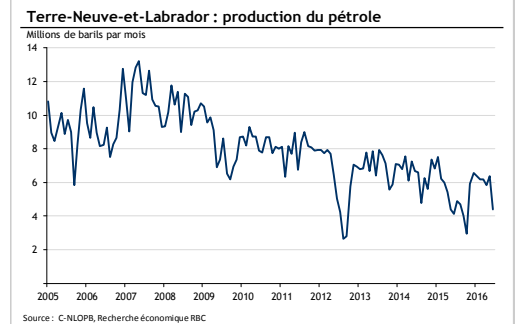
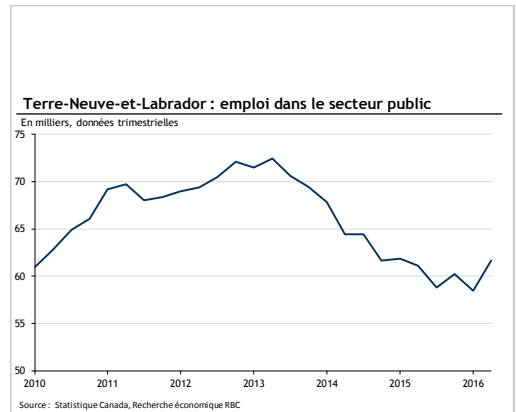
En octobre 2016, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a publié sa mise à jour économique et budgétaire, dans laquelle il prévoit un déficit de 1,6 milliard de dollars pour l'exercice 2016-2017. Comparativement au Budget 2016 publié en avril, la mise à jour d'automne prévoit une augmentation des revenus et une diminution des dépenses de programme ; elle diminue le rajustement en fonction du risque et hausse les coûts du service de la dette. Le montant révisé du déficit est une amélioration comparativement au montant de 1,8 milliard de dollars prévu dans le budget et un chiffre très éloigné du manque à gagner de 2,7 milliards de dollars qu'avait prévu le gouvernement si rien n'avait été fait pour corriger la situation, mais c'est tout de même l'un des plus gros déficits relatifs au PIB (6,2 %) que la province ait enregistrés à l'époque contemporaine (le plus important ayant été enregistré pour l'exercice 2015-2016). De gros déficits budgétaires successifs feront gonfler la dette nette de la province, qui grimpera à 49,4 % du PIB au 31 mars 2017, de sorte que Terre-Neuve-et-Labrador dépassera le Québec au palmarès de la province ayant le ratio de la dette nette au PIB le plus élevé. Malheureusement, les importants déficits prévus pour les prochaines années se traduiront sans doute par un endettement plus marqué à Terre-Neuve-et-Labrador.

Atterrissage des dépenses en immobilisations

Mis à part le pétrole et le gaz, le principal facteur sur lequel se fondent nos prévisions pour Terre-Neuve-et-Labrador est la prochaine décélération des dépenses en immobilisations. Après une demie-décennie de dépenses élevées et croissantes, plusieurs grands projets sont presque terminés dans la province, y compris Hebron et le projet de centrale hydroélectrique de Muskrat Falls, et peu de nouveaux projets s'annoncent. Le pic de l'activité d'investissement dans les deux projets est chose du passé puisque Hebron devrait entrer en production pétrolière à la fin de 2017 et que les travaux devraient se terminer à Muskrat Falls en 2018. Dans le secteur résidentiel, les dépenses en immobilisations ont nettement diminué récemment, car la faiblesse du marché de l'emploi érode la demande de logements nouveaux et existants.

Plus de difficulté en vue sur le marché de l'emploi

Nous nous attendons à ce que les pertes d'emploi dans les secteurs public et privé provoquent une diminution générale de 1,2 % de l'emploi et à ce que le taux de chômage de la province atteigne en 2016 un pic jamais vu en six ans, à 13,3 %. Malheureusement, les conditions du marché de l'emploi se détérioreront sans doute encore davantage en 2017, année où l'emploi reculera de 2,5 % et le taux de chômage montera à 15,0 %, à notre avis. La dégradation du marché de l'emploi a provoqué une baisse de la rémunération des employés, ce qui risque d'exercer une pression baissière sur les dépenses de consommation au cours de la période qui s'annonce.



Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	5,2	-1,0	-2,0	0,0	-2,2	-0,5
PIB nominal	7,6	-1,3	-11,5	-1,4	2,1	4,3
Emploi	0,8	-1,7	-1,0	-1,2	-2,5	-3,0
Taux de chômage (%)	11,6	11,9	12,8	13,3	15,0	16,4
Ventes au détail	5,0	3,4	0,2	1,2	-0,5	-1,3
Mises en chantier (unités)	2 862	2 119	1 697	1 600	1 200	1 200
Indice des prix à la consommation	1,7	1,9	0,4	2,8	2,9	1,8

Gerard Walsh
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P
T.-N. & L.	-2,0	0,0	-2,2	-0,5	-11,5	-1,4	2,1	4,3	-1,0	-1,2	-2,5	-3,0	12,8	13,3	15,0	16,4	1,7	1,6	1,2	1,2	0,2	1,2	-0,5	-1,3	0,4	2,8	2,9	1,8
Î.-P.-É.	1,3	1,1	1,0	1,0	3,9	2,4	2,6	2,7	-1,2	-2,3	0,2	0,5	10,5	10,9	10,8	10,5	0,6	0,6	0,8	0,7	2,3	5,4	2,2	2,4	-0,6	1,0	2,4	2,3
N.-É.	1,0	1,2	1,1	1,2	2,4	2,6	3,0	3,2	0,1	-0,5	-0,2	0,3	8,6	8,4	8,2	8,2	3,8	3,6	3,3	3,0	-0,6	3,6	2,6	2,5	0,4	1,1	2,2	2,3
N.-B.	2,3	0,0	0,5	0,8	2,9	1,3	2,2	2,6	-0,6	-0,2	0,4	0,2	9,8	9,6	10,0	9,5	2,0	1,8	1,8	1,9	2,4	2,9	2,0	2,2	0,5	2,3	2,5	2,1
QUÉ.	1,2	1,5	1,6	1,5	2,6	2,6	3,3	3,4	0,9	0,8	0,8	0,7	7,6	7,1	6,9	6,7	37,9	37,9	34,8	32,5	0,5	4,1	3,7	3,7	1,1	0,6	2,0	2,2
ONT.	2,5	2,5	2,3	1,9	4,9	3,5	3,9	3,6	0,7	1,1	1,0	0,9	6,8	6,6	6,2	6,0	70,2	75,4	72,5	62,5	4,2	4,4	3,9	3,8	1,2	1,8	2,5	2,1
MAN.	2,2	1,9	2,3	2,4	3,1	2,8	4,4	4,4	1,6	-0,4	1,0	0,8	5,6	6,1	5,8	5,6	5,5	5,4	7,1	6,8	1,5	4,8	4,2	4,1	1,2	1,4	2,5	2,2
SASK.	-1,3	-1,2	1,7	2,2	-5,7	-3,7	5,9	5,1	0,5	-0,9	0,3	0,9	5,0	6,3	6,5	6,0	5,1	4,8	4,9	7,8	-3,5	0,7	2,6	4,1	1,6	1,3	2,5	2,7
ALB.	-3,6	-3,0	2,2	3,3	-12,5	-3,9	8,8	8,4	1,2	-1,6	0,2	1,1	6,0	8,1	8,2	7,3	37,3	25,2	24,0	26,3	-4,6	-2,1	1,7	4,2	1,2	1,0	1,7	1,9
C.-B.	3,3	3,3	1,7	1,8	3,8	4,9	3,7	3,9	1,2	3,0	1,2	0,7	6,2	6,1	6,1	6,3	31,4	40,9	28,8	32,0	6,0	6,1	3,5	3,4	1,1	1,9	2,3	1,8
CANADA	0,9	1,3	1,8	2,1	0,2	2,1	4,5	4,5	0,8	0,7	0,8	0,8	6,9	7,0	6,9	6,6	196	197	179	175	1,7	3,4	3,3	3,7	1,1	1,5	2,5	2,2

Tableau comparatif

2015, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers, 2016)	530	149	950	757	8 326	13 983	1 318	1 151	4 253	4 752
Produit intérieur brut (milliards \$)	30,1	6,2	40,2	33,1	381,0	763,3	65,9	79,4	326,4	250,0
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,3	5,2	36,2	28,9	337,9	665,0	59,4	62,9	310,6	231,3
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,5	0,3	2,0	1,7	19,2	38,4	3,3	4,0	16,4	12,6
Croissance PIB réel (TAC, 2010-15, %)	0,1	1,6	0,3	0,2	1,4	2,1	2,4	2,8	3,4	2,9
PIB réel par habitant (\$ 2007)	51 595	35 411	38 339	38 368	40 912	48 201	45 830	55 528	74 322	49 286
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2010-15, %)	-0,2	0,9	0,2	0,2	0,5	1,1	1,2	1,3	1,1	1,9
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	32 668	27 280	28 002	28 222	26 857	30 980	28 400	33 142	40 704	33 011
Croissance de l'emploi (TAC, 2010-15, %)	1,2	1,0	-0,1	-0,4	0,8	1,2	0,9	1,6	2,6	0,7
Taux d'emploi (nov. 2016, %)	51,4	58,5	56,7	56,8	60,5	60,8	63,0	65,3	66,3	60,5
Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2016)	18,9	13,6	9,0	12,8	7,4	8,5	7,5	7,7	9,0	8,3
Production manufacturière (% du PIB)	5,0	9,4	7,9	11,3	14,0	12,1	10,2	6,4	6,9	7,2
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	53,9	68,0	72,0	66,6	59,1	56,7	57,5	45,4	45,3	64,4
Exportations (% du PIB)	34,1	20,9	18,4	48,4	28,4	35,8	25,7	39,3	32,3	22,1

Tableaux

Colombie-Britannique

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	194 987	200 324	206 360	211 427	216 716	223 852	231 299	238 932	242 946	247 416
	évolution (%)	-2,4	2,7	3,0	2,5	2,5	3,3	3,3	3,3	1,7	1,8
PIB nominal	millions de \$	196 250	205 117	216 786	221 414	228 973	240 900	249 981	262 160	271 895	282 436
	évolution (%)	-4,0	4,5	5,7	2,1	3,4	5,2	3,8	4,9	3,7	3,9
Nombre d'emplois	en milliers	2 192	2 223	2 228	2 262	2 266	2 278	2 306	2 374	2 403	2 419
	évolution (%)	-2,2	1,4	0,2	1,6	0,1	0,6	1,2	3,0	1,2	0,7
Taux de chômage	(%)	7,7	7,6	7,5	6,8	6,6	6,1	6,2	6,1	6,1	6,3
Ventes au détail	en millions de dollars	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	66 273	70 272	74 562	77 157	79 779
	évolution (%)	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	5,6	6,0	6,1	3,5	3,4
Mises en chantier	unités	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 356	31 446	40 900	28 800	32 000
	évolution (%)	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	4,8	10,9	30,1	-29,6	11,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,9	120,2	122,5	125,3	127,5
	évolution (%)	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,3	1,8

Alberta

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	250 510	262 720	279 655	290 544	306 998	322 237	310 640	301 321	307 799	318 080
	évolution (%)	-5,5	4,9	6,4	3,9	5,7	5,0	-3,6	-3,0	2,2	3,3
PIB nominal	millions de \$	245 690	270 049	299 521	312 485	342 415	372 880	326 433	313 838	341 424	370 257
	évolution (%)	-17,0	9,9	10,9	4,3	9,6	8,9	-12,5	-3,9	8,8	8,4
Nombre d'emplois	en milliers	2 030	2 024	2 100	2 172	2 226	2 275	2 301	2 265	2 269	2 295
	évolution (%)	-1,2	-0,3	3,7	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,6	0,2	1,1
Taux de chômage	(%)	6,5	6,6	5,4	4,6	4,6	4,7	6,0	8,1	8,2	7,3
Ventes au détail	en millions de dollars	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 582	74 989	73 434	74 664	77 815
	évolution (%)	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,5	-4,6	-2,1	1,7	4,2
Mises en chantier	unités	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	40 590	37 282	25 200	24 000	26 300
	évolution (%)	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	12,7	-8,1	-32,4	-4,8	9,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,7	135,1	137,4	140,0
	évolution (%)	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	1,2	1,0	1,7	1,9

Saskatchewan

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	52 195	54 647	57 545	58 514	62 191	63 680	62 872	62 118	63 142	64 557
	évolution (%)	-5,3	4,7	5,3	1,7	6,3	2,4	-1,3	-1,2	1,7	2,2
PIB nominal	millions de \$	60 080	63 368	74 821	77 957	83 159	84 201	79 415	76 493	81 021	85 188
	évolution (%)	-11,1	5,5	18,1	4,2	6,7	1,3	-5,7	-3,7	5,9	5,1
Nombre d'emplois	en milliers	526	531	536	548	565	571	574	569	570	575
	évolution (%)	1,6	1,0	0,9	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,9	0,3	0,9
Taux de chômage	(%)	4,9	5,3	4,9	4,7	4,1	3,8	5,0	6,3	6,5	6,0
Ventes au détail	en millions de dollars	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 143	18 477	18 615	19 099	19 881
	évolution (%)	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	4,6	-3,5	0,7	2,6	4,1
Mises en chantier	unités	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 257	5 149	4 800	4 900	7 800
	évolution (%)	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-0,4	-37,6	-6,8	2,1	59,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	130,8	132,4	135,7	139,3
	évolution (%)	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,6	1,3	2,5	2,7

Manitoba

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 464	52 736	54 045	55 674	57 248	58 117	59 395	60 524	61 903	63 389
	évolution (%)	-0,2	2,5	2,5	3,0	2,8	1,5	2,2	1,9	2,3	2,4
PIB nominal	millions de \$	50 804	53 308	56 197	59 781	62 314	63 855	65 862	67 725	70 723	73 869
	évolution (%)	-2,6	4,9	5,4	6,4	4,2	2,5	3,1	2,8	4,4	4,4
Nombre d'emplois	en milliers	601	609	612	622	626	626	636	633	640	645
	évolution (%)	-0,2	1,4	0,4	1,6	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,0	0,8
Taux de chômage	(%)	5,2	5,4	5,5	5,3	5,4	5,4	5,6	6,1	5,8	5,6
Ventes au détail	en millions de dollars	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	18 034	18 297	19 175	19 972	20 792
	évolution (%)	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	4,3	1,5	4,8	4,2	4,1
Mises en chantier	unités	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 220	5 501	5 400	7 100	6 800
	évolution (%)	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-16,7	-11,6	-1,8	31,5	-4,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,8	128,5	131,6	134,5
	évolution (%)	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,8	1,2	1,4	2,5	2,2

Ontario

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	582 904	600 131	614 606	622 717	631 871	648 890	665 034	681 926	697 610	711 144
	évolution (%)	-3,1	3,0	2,4	1,3	1,5	2,7	2,5	2,5	2,3	1,9
PIB nominal	millions de \$	597 882	630 989	659 743	680 084	695 349	727 962	763 276	789 897	820 993	850 646
	évolution (%)	-1,7	5,5	4,6	3,1	2,2	4,7	4,9	3,5	3,9	3,6
Nombre d'emplois	en milliers	6 433	6 538	6 658	6 703	6 823	6 878	6 923	6 996	7 064	7 125
	évolution (%)	-2,7	1,6	1,8	0,7	1,8	0,8	0,7	1,1	1,0	0,9
Taux de chômage	(%)	9,1	8,7	7,9	7,9	7,6	7,3	6,8	6,6	6,2	6,0
Ventes au détail	en millions de dollars	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	176 719	184 143	192 325	199 890	207 486
	évolution (%)	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	5,0	4,2	4,4	3,9	3,8
Mises en chantier	unités	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 134	70 156	75 400	72 500	62 500
	évolution (%)	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	18,6	7,5	-3,8	-13,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	127,4	129,7	132,9	135,7
	évolution (%)	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,2	1,8	2,5	2,1

Québec

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	309 359	315 708	321 647	324 993	329 433	333 830	337 911	342 980	348 296	353 660
	évolution (%)	-0,8	2,1	1,9	1,0	1,4	1,3	1,2	1,5	1,6	1,5
PIB nominal	millions de \$	314 541	328 138	344 735	354 040	364 531	371 311	380 972	390 790	403 594	417 186
	évolution (%)	0,1	4,3	5,1	2,7	3,0	1,9	2,6	2,6	3,3	3,4
Nombre d'emplois	en milliers	3 854	3 938	3 976	4 006	4 061	4 060	4 097	4 130	4 164	4 192
	évolution (%)	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4	0,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Taux de chômage	(%)	8,6	8,0	7,9	7,7	7,6	7,7	7,6	7,1	6,9	6,7
Ventes au détail	en millions de dollars	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	108 137	108 727	113 226	117 387	121 786
	évolution (%)	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	1,7	0,5	4,1	3,7	3,7
Mises en chantier	unités	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 810	37 926	37 900	34 800	32 500
	évolution (%)	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	2,8	-2,3	-0,1	-8,2	-6,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	124,7	125,5	128,1	130,8
	évolution (%)	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,1	0,6	2,0	2,2

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 080	28 643	28 702	28 417	28 332	28 304	28 941	28 941	29 071	29 315
	évolution (%)	-1,5	2,0	0,2	-1,0	-0,3	-0,1	2,3	0,0	0,5	0,8
PIB nominal	millions de \$	28 857	30 213	31 500	31 723	31 809	32 112	33 052	33 480	34 203	35 076
	évolution (%)	0,3	4,7	4,3	0,7	0,3	1,0	2,9	1,3	2,2	2,6
Nombre d'emplois	en milliers	360	358	356	353	355	354	352	351	353	353
	évolution (%)	-0,2	-0,5	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,2	0,4	0,2
Taux de chômage	(%)	8,7	9,2	9,5	10,2	10,3	10,0	9,8	9,6	10,0	9,5
Ventes au détail	en millions de dollars	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 528	11 808	12 154	12 400	12 678
	évolution (%)	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,8	2,4	2,9	2,0	2,2
Mises en chantier	unités	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 276	1 995	1 800	1 800	1 900
	évolution (%)	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-19,9	-12,3	-9,8	0,0	5,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,8	125,4	128,3	131,5	134,2
	évolution (%)	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,5	0,5	2,3	2,5	2,1

Nouvelle-Écosse

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 721	35 693	35 884	35 567	35 524	35 812	36 168	36 602	36 986	37 445
	évolution (%)	0,3	2,8	0,5	-0,9	-0,1	0,8	1,0	1,2	1,1	1,2
PIB nominal	millions de \$	34 931	36 849	37 652	37 835	38 614	39 271	40 225	41 271	42 497	43 841
	évolution (%)	-1,4	5,5	2,2	0,5	2,1	1,7	2,4	2,6	3,0	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	450	451	453	458	453	448	448	446	445	446
	évolution (%)	-0,5	0,4	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,5	-0,2	0,3
Taux de chômage	(%)	9,2	9,6	9,0	9,1	9,1	8,9	8,6	8,4	8,2	8,2
Ventes au détail	en millions de dollars	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 915	13 827	14 323	14 697	15 066
	évolution (%)	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,3	-0,6	3,6	2,6	2,5
Mises en chantier	unités	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 056	3 825	3 600	3 300	3 000
	évolution (%)	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-22,0	25,2	-5,9	-8,3	-9,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	129,3	130,8	133,7	136,8
	évolution (%)	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,7	0,4	1,1	2,2	2,3

Île-du-Prince-Édouard

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 695	4 800	4 895	4 952	5 050	5 128	5 196	5 253	5 306	5 359
	évolution (%)	0,3	2,2	2,0	1,2	2,0	1,5	1,3	1,1	1,0	1,0
PIB nominal	millions de \$	4 927	5 222	5 424	5 573	5 752	5 955	6 186	6 332	6 497	6 674
	évolution (%)	3,6	6,0	3,9	2,7	3,2	3,5	3,9	2,4	2,6	2,7
Nombre d'emplois	en milliers	68	70	72	73	74	74	73	71	72	72
	évolution (%)	-1,3	2,3	3,1	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-2,3	0,2	0,5
Taux de chômage	(%)	11,9	11,4	11,1	11,1	11,5	10,6	10,5	10,9	10,8	10,5
Ventes au détail	en millions de dollars	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	2 005	2 052	2 162	2 211	2 263
	évolution (%)	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,3	2,3	5,4	2,2	2,4
Mises en chantier	unités	877	756	940	941	636	511	558	610	780	700
	évolution (%)	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-19,7	9,2	9,3	27,9	-10,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,1	129,3	130,7	133,8	136,9
	évolution (%)	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,0	2,4	2,3

Terre-Neuve-et-Labrador

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	25 740	27 164	27 946	26 719	28 106	27 838	27 277	27 277	26 691	26 570
	évolution (%)	-10,1	5,5	2,9	-4,4	5,2	-1,0	-2,0	0,0	-2,2	-0,5
PIB nominal	millions de \$	25 001	29 085	33 539	32 032	34 462	34 022	30 100	29 665	30 276	31 586
	évolution (%)	-20,8	16,3	15,3	-4,5	7,6	-1,3	-11,5	-1,4	2,1	4,3
Nombre d'emplois	en milliers	215	223	232	241	243	239	236	233	228	221
	évolution (%)	-2,7	3,6	4,1	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,2	-2,5	-3,0
Taux de chômage	(%)	15,5	14,7	12,6	12,3	11,6	11,9	12,8	13,3	15,0	16,4
Ventes au détail	en millions de dollars	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 882	8 900	9 007	8 960	8 844
	évolution (%)	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,4	0,2	1,2	-0,5	-1,3
Mises en chantier	unités	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 119	1 697	1 600	1 200	1 200
	évolution (%)	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-26,0	-19,9	-5,7	-25,0	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	129,0	132,5	136,3	138,7
	évolution (%)	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	0,4	2,8	2,9	1,8

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.